

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ SYNDICAL

N°1012-02-26

OBJET : Approbation de la révision du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Pontivy

MEMBRES

- EN EXERCICE : 13
PRESENTS : 10
POUVOIRS : 1

VOTES

- VOIX : 11
POUR : 11
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

L'an deux mille vingt-six, le dix février à dix heures, le comité syndical du Pays de Pontivy s'est réuni à Pontivy dans les locaux de Pontivy Communauté sur convocation de son Président, Claude VIET.

Etaient présents : Benoît ROLLAND, Stéphane HAMON, Henri LE CORF, Guénaël ROBIN, Claude VIET, Joseph LE BOUEDEC, Michel POURCHASSE, Pascal ROSELIER, Daniel AUDO, Laurent GANIVET.

Etaient excusés : Michel JARNIGON

Autres personnes : Romain LEURETTE, Gildas RICHARD, Francis MORIN, Samuel SERVAL.

Secrétaire de séance : Stéphane HAMON.

Date des convocations : 4 février 2026

I - PRESCRIPTION DE LA REVISION DU SCOT DU PAYS DE PONTIVY

La procédure de révision du SCoT du Pays de Pontivy a été prescrite par délibération du comité syndical du 8 février 2023, notamment à la suite du bilan réglementaire du SCoT et de la modification de son périmètre consécutive au départ de Baud Communauté.

Cette révision visait à adapter le périmètre du SCoT, à actualiser les perspectives démographiques et économiques, à intégrer les objectifs de sobriété foncière issus de la loi Climat et Résilience, à faire évoluer le volet commercial vers un DAACL, et à renforcer la prise en compte des exigences du SRADDET.

Elle s'inscrit également dans un contexte d'évolutions législatives et réglementaires, en particulier les lois ELAN et Climat et Résilience, ainsi que les ordonnances relatives à la modernisation des SCoT et à la rationalisation de la hiérarchie des normes.

II - LES DOCUMENTS DU SCOT DU PAYS DE PONTIVY

Conformément aux dispositions en vigueur du Code de l'urbanisme, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Pontivy est composé des pièces suivantes :

- le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS),
- le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO),
- ainsi que les annexes qui s'y rattachent.

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) fixe, à un horizon de vingt ans, les orientations et objectifs de développement et d'aménagement du territoire. Il s'appuie sur le diagnostic territorial et sur l'analyse des enjeux qui en découlent.

Dans ce cadre du PAS, le Pays de Pontivy poursuit les objectifs suivants :

1. Affirmer l'attractivité du territoire selon un cadre de vie de qualité qui allie bien-être et fonctionnalité
2. Consolider les atouts économiques du territoire et diversifier les secteurs pour une offre d'emplois dynamique et attractive
3. Promouvoir une identité territoriale durable et résiliente, la protection et valorisation de l'environnement comme garantes de la qualité de vie

Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) détermine les conditions d'application du projet d'aménagement stratégique (PAS). Il définit les orientations générales d'organisation de l'espace, de coordination des politiques publiques et de valorisation des territoires. Le document d'orientation et d'objectifs comprend un document d'aménagement artisanal, commercial et logistique déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux.

Le DOO constitue le document opposable du SCoT, il est composé de d'orientations, d'objectifs (DOO) de prescriptions et de recommandations. Il se décline suivant les présentes orientations :

L'axe 1 s'organise autour de 4 orientations déclinées en 13 objectifs.

- **Orientation 1.1. S'appuyer sur des bassins de vie fonctionnels pour un maillage en services et équipements de l'ensemble du territoire**
 - Objectif 1.1.1. Définir une armature territoriale cohérente pour un développement équilibré et attractif du Pays de Pontivy
 - Objectif 1.1.2. Appuyer l'attractivité démographique en s'appuyant sur l'armature territoriale
- **Orientation 1.2. Développer une offre de logements diversifiée et attractive permettant de répondre aux besoins actuels et futurs de la population**
 - Objectif 1.2.1. Diversifier l'offre de logements pour répondre aux parcours de vie des habitants
 - Objectif 1.2.2. Promouvoir des logements abordables et accessibles
 - Objectif 1.2.3. Encourager le renouvellement urbain et réduire la vacance immobilière
 - Objectif 1.2.4. Développer des formes d'habitat évolutif et des solutions alternatives durables
- **Orientation 1.3. Organiser la mobilité sur le territoire pour améliorer l'accessibilité et offrir des solutions durables**
 - Objectif 1.3.1. Développer une offre de transport en commun et valoriser les infrastructures stratégiques pour améliorer l'accessibilité
 - Objectif 1.3.2. Favoriser les mobilités douces et durables pour une accessibilité aux centres-bourgs et zones d'emploi tout en réduisant l'empreinte environnementale des déplacements
- **Orientation 1.4. Promouvoir un urbanisme favorable au bien-être des habitants et à la qualité de vie et des paysages locaux**
 - Objectif 1.4.1. Améliorer l'accessibilité aux soins
 - Objectif 1.4.2. Soutenir le lien social et l'inclusion à toutes les échelles
 - Objectif 1.4.3. Développer des espaces de nature urbaine pour le bien-être et la biodiversité

L'axe 2 s'organise autour de 5 orientations déclinées en plus de 16 objectifs.

- **Orientation 2.1. Accompagner la diversification et l'innovation au sein du tissu économique du Pays de Pontivy**
 - Objectif 2.1.1. Renforcer l'écosystème industriel du territoire pour une économie durable et innovante
 - Objectif 2.1.2. Accompagner les entreprises dans leur parcours entrepreneurial et le développement de nouveaux espaces de travail notamment en centre-bourg et centre-ville
 - Objectif 2.1.3. Soutenir l'entrepreneuriat, notamment éco-engagé, et les initiatives de transition énergétique
 - Objectif 2.1.4. Promouvoir les filières des énergies renouvelables pour un territoire à énergie positive

- **Orientation 2.2. Aménager qualitativement les espaces économiques en conciliant parcours résidentiel des entreprises, dynamisme économique et transition sociétale**
 - Objectif 2.2.1. Structurer l'armature économique du Pays de Pontivy pour une attractivité renforcée des espaces économiques
 - Objectif 2.2.2. Densifier et requalifier les zones d'activités dans une logique de sobriété foncière et d'optimisation de l'existant
 - Objectif 2.2.3. Promouvoir des espaces économiques durables, accessibles et de qualité afin de renforcer leur attractivité.
- **Orientation 2.3. Soutenir les secteurs primaires productifs et durables en réponse aux défis du changement climatique**
 - Objectif 2.3.1. Préserver les terres agricoles
 - Objectif 2.3.2. Accompagner la transition environnementale et climatique de l'agriculture
 - Objectif 2.3.3. Favoriser la transition agroalimentaire, l'alimentation saine et les circuits alimentaires courts et locaux
 - Objectif 2.3.4. Assurer la transmissibilité des exploitations agricoles
 - Objectif 2.3.5. Exploiter les ressources minérales du Pays de Pontivy en compatibilité avec le schéma régional des carrières
- **Orientation 2.4. Dynamiser et pérenniser l'attractivité commerciale et artisanale du territoire**
 - 2.4.1. Champ d'application et définitions pour la mise en œuvre des prescriptions relatives au volet commercial du DOO, comprises au présent chapitre
 - 2.4.2. Volet commercial
- **Orientation 2.5. Développer le potentiel économique touristique du territoire**
 - Objectif 2.5.1. Structurer et diversifier l'offre d'hébergements touristiques
 - Objectif 2.5.2. Valoriser le patrimoine historique, culturel et gastronomique
 - Objectif 2.5.3. Développer un tourisme vert, de pleine nature et d'activités de loisirs durables
 - Objectif 2.5.4. Soutenir le tourisme d'affaires et structurer les infrastructures adaptées

L'axe 3 s'organise autour de 3 objectifs déclinés en 10 objectifs.

- **Orientation 3.1. Valoriser des sols vivants et adapter une stratégie de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF)**
 - Objectif 3.1.1. Préserver les fonctionnalités écosystémiques des sols pour une résilience durable
 - Objectif 3.1.2. Maintenir et valoriser les capacités écologiques des sols au regard du changement climatique
 - Objectif 3.1.3. Réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF) pour limiter l'étalement urbain
- **Orientation 3.2. S'appuyer sur la trame verte et bleue comme support d'adaptation au changement climatique**
 - Objectif 3.2.1. Préserver les cœurs de biodiversité et les continuités écologiques de la Trame Verte et Bleue
 - Objectif 3.2.2. Prendre en compte la diversité des habitats naturels pour une trame verte et bleue cohérente
 - Objectif 3.2.3. Concilier urbanisme et préservation de la trame verte et bleue pour une identité paysagère et patrimoniale renforcée
 - Objectif 3.2.4. S'appuyer sur les solutions fondées sur la nature pour renforcer la résilience climatique
- **Orientation 3.3. Préserver la ressource en eau en adoptant un aménagement durable prenant en compte les capacités environnementales actuelles et futures du territoire**
 - Objectif 3.3.1. Garantir le cycle de l'eau
 - Objectif 3.3.2. Améliorer la qualité de l'eau
 - Objectif 3.3.3. Être en capacité de répondre aux enjeux quantitatifs de la ressource en eau

Dans la continuité du respect des enjeux environnementaux, le DOO définit des objectifs chiffrés liés à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur le territoire dans le respect des dispositions de la Loi Climat et Résilience et du SRADDET de la Région Bretagne.

Les annexes présentent :

Les annexes présentent :

- 1° Le diagnostic du territoire
- 2° L'évaluation environnementale prévue aux articles L. 104-1 et suivants ;
- 3° La justification des choix retenus pour établir le projet d'aménagement stratégique et le document d'orientation et d'objectifs ;
- 4° L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le document d'orientation et d'objectifs

III - ARRET DU PROJET DE REVISION DU SCOT DU PAYS DE PONTIVY ET BILAN DE CONCERTATION

La révision du Schéma de cohérence territoriale du Pays de Pontivy s'est déroulée entre juillet 2023 et mai 2025. Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, le projet a fait l'objet d'une concertation associant les habitants, les associations locales et l'ensemble des personnes concernées, tout au long de la procédure.

Les modalités de concertation, définies par délibération du comité syndical en date du 9 février 2023, ont été mises en œuvre pendant toute la durée de l'élaboration du projet, conformément aux articles L.103-4 et L.103-6 du Code de l'urbanisme.

Le projet de Schéma de cohérence territoriale du Pays de Pontivy a été arrêté par délibération du comité syndical en date du 26 mai 2025. À cette occasion, le bilan de la concertation a été présenté et arrêté, conformément à l'article R.143-7 du Code de l'urbanisme.

Le projet arrêté a ensuite été transmis pour avis aux personnes publiques associées et à l'autorité environnementale, puis soumis à enquête publique.

IV - LA CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

À la suite de l'arrêt du projet de Schéma de cohérence territoriale du Pays de Pontivy par délibération du 26 mai 2025, le projet a été transmis, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, aux personnes publiques associées, aux communes et communautés de communes membres du syndicat mixte, à la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ainsi qu'à la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) pour avis.

Les avis recueillis, qu'ils émanent des communes, des personnes publiques associées ou de l'autorité environnementale, comportent un nombre significatif d'observations de natures diverses, portant notamment sur l'estimation des besoins, la justification des choix retenus, l'état des lieux sectoriels ou encore la clarification de certaines stratégies (foncière, économie, habitat) et des éléments de définition, rédactionnels (prescriptions et recommandations) et cartographiques du projet.

L'ensemble de ces observations a fait l'objet d'une analyse approfondie et a conduit à des ajustements, compléments et précisions du projet, portant notamment sur l'élaboration, la suppression ou la modification de prescriptions et de recommandations, l'introduction ou la clarification de définitions structurantes.

Ces évolutions se sont traduites par une clarification et une explicitation des méthodes mobilisées, notamment en matière d'estimation des besoins en logements et en activités économiques, incluant la présentation de la matrice résidentielle, les tableaux de recensement des zones d'activités économiques, la précision sur les hypothèses retenues et une consolidation de la justification des choix démographiques et résidentiels au regard de l'armature territoriale, en particulier pour les communes rurales.

Le projet a par ailleurs été enrichi par des approfondissements ciblés relatifs aux capacités et aux limites de développement du territoire, entre autres au regard de la compatibilité avec la ressource en eau, des perspectives de développement des énergies renouvelables et de leurs contraintes, ainsi que de la cohérence d'ensemble entre dynamiques de développement, capacités environnementales et infrastructures.

Ces ajustements et compléments visent à renforcer la cohérence, la lisibilité et la robustesse du projet, sans remettre en cause l'économie générale du Schéma de cohérence territoriale. Les modalités de prise en compte des avis des personnes publiques associées, des communes, de l'autorité environnementale sont détaillées dans le tableau de synthèse annexé à la présente délibération.

V - L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement, le projet de révision du Schéma de cohérence territoriale du Pays de Pontivy a été soumis à enquête publique du 13 octobre au 14 novembre 2025.

Par décision du Tribunal administratif de Rennes en date du 7 juillet 2025, une commission d'enquête a été désignée. L'enquête publique a été ouverte par arrêté du Président du syndicat mixte du Pays de Pontivy en date du 9 septembre 2025. Le dossier a été mis à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête, sous format papier et dématérialisé, et la commission d'enquête a assuré plusieurs permanences sur le territoire.

À l'issue de l'enquête, un procès-verbal de synthèse a été transmis le 21 novembre 2025, auquel le Pays de Pontivy a répondu par un mémoire en réponse en date du 5 décembre 2025. Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, remis le 12 décembre 2025, concluent à un avis favorable sur le projet de révision du SCoT, assorti de deux recommandations portant sur :

- le renforcement de la prise en compte de la préservation de la ressource en eau, tant sur les aspects qualitatifs que quantitatifs ;
- l'approfondissement du volet relatif à la transition énergétique, notamment par un diagnostic renforcé des énergies renouvelables, de leurs perspectives de développement et des objectifs de réduction de la consommation.

La commission d'enquête souligne par ailleurs le caractère réaliste du scénario démographique retenu, la cohérence des objectifs de production de logements au regard des capacités du territoire et des objectifs de sobriété foncière, ainsi que la qualité des réponses apportées aux enjeux de développement économique.

Les observations formulées par le public et les recommandations de la commission d'enquête ont été analysées avec attention et ont conduit à des compléments et ajustements du projet, sans remise en cause de son économie générale. Les modalités de prise en compte des observations issues de l'enquête publique sont détaillées dans le tableau de synthèse annexé à la présente délibération.

VI - L'APPROBATION

L'approbation du SCoT est constituée l'aboutissement de la procédure de révision engagée en 2023.

La présente délibération intervient au terme de la procédure d'élaboration et a pour objet d'approuver la révision du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Pontivy, conformément aux dispositions de l'article L. 143-23 du Code de l'urbanisme.

Le SCoT du Pays de Pontivy s'inscrit dans la hiérarchie des normes applicable aux documents de planification et d'aménagement du territoire. À ce titre, il doit être compatible avec les documents de rang supérieur en vigueur sur son périmètre, notamment le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Bretagne ainsi que les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Une fois approuvé, le SCoT s'imposera aux documents d'urbanisme locaux et aux autorisations d'exploitation commerciale, qui devront être compatibles avec ses orientations et objectifs.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2021-l 104 du 22 août portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles applicables à la date de la prescription de l'élaboration, à savoir les articles L141-1 à L143-50 et R141-1 à R143-16,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles relatifs à la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement,

Vu la loi du 13 décembre 2000 dite Solidarité et Renouvellement urbain ;

Vu la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle 2 ;

Vu la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové, dite loi ALUR ;

Vu la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN ;

Vu les ordonnances du 17 juin 2020 relatives à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme et à la modernisation des SCOT,

Vu les documents, plans et programmes de rang supérieur, notamment le SRADDET Bretagne approuvé le 16 mars 2021,

Vu la modification n°1 du SRADDET Bretagne, exécutoire depuis le 17 avril 2024,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2003 modifié autorisant la création du syndicat mixte du Pays de Pontivy,

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 portant périmètre du SCOT,

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2022 portant extension du périmètre du syndicat mixte du Pays de Pontivy et notamment l'article 2 portant réduction du périmètre du SCOT du Pays de Pontivy,

VU les statuts du syndicat mixte du Pays de Pontivy, et notamment la compétence relative à l'élaboration, l'approbation, au suivi et à la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT),

Vu la délibération 943-02-23 du Syndicat mixte du Pays de Pontivy du 9 février 2023 prescrivant la révision du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) et fixant les modalités de concertation,

Vu la délibération 973-01-24 du Syndicat mixte du Pays de Pontivy du 9 janvier 2024 approuvant le diagnostic territorial du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) et ses annexes,

Vu la délibération 983-06-24 du Syndicat mixte du Pays de Pontivy du 26 juin 2024 relative au débat sur le projet d'aménagement stratégique, exposant les orientations générales et axes stratégiques retenus,

Vu la délibération 996-05-25 du Syndicat mixte du Pays de Pontivy du 26 mai 2025 tirant le bilan de concertation et arrêtant le projet de révision du Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Pontivy,

Vu l'arrêté n°01/2025 en date du 09 septembre 2025 du Président du Syndicat mixte portant mise à l'enquête publique du projet de du Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Pontivy

Vu les avis des personnes publiques associées

Vu l'avis n°2025AB81 du 5 septembre 2025 de la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne

Vu les avis des communes et communautés de communes du Pays de Pontivy,

Vu les observations du public exprimées lors de l'enquête publique organisée du 13 octobre au 14 novembre 2025,

Vu le rapport final et les conclusions de la Commission d'enquête du 12 décembre 2025 (Enquête E 25000138/35),

Considérant que l'élaboration du SCOT du Pays de Pontivy a fait l'objet d'une concertation associant les habitants et toutes les personnes concernées pendant toute la durée de la révision et jusqu'à l'arrêt du projet,

Considérant que le projet de SCOT du Pays de Pontivy arrêté le 26 mai 2025 a fait l'objet d'une consultation, dans les délais réglementaires, auprès des personnes publiques associées et de l'Autorité environnementale

Considérant que le projet de SCOT du Pays de Pontivy arrêté a été soumis à enquête publique conformément aux dispositions du Code de l'environnement,

Considérant l'avis favorable assorti de deux recommandations, émis par la Commission d'enquête,

Considérant que le Syndicat Mixte a recensé les modifications à apporter au projet de SCOT arrêté dans le but de tenir compte des avis des personnes publiques associées et consultées, des observations du public et des recommandations de la Commission d'enquête, et plus largement, d'améliorer la qualité du document en vue de son approbation,

Considérant d'une part, que l'ensemble des modifications apportées au projet de SCoT résultent des observations formulées par les personnes publiques associées, de l'avis de l'Autorité environnementale, des observations émises par le public lors de l'enquête publique et des recommandations de la commission d'enquête et, d'autre part, que les modifications apportées au projet de SCOT, à l'issue de l'enquête publique, ne remettent pas en cause son économie générale,

Après en avoir délibéré, le comité syndical décide, à l'unanimité, de :

- D'APPORTER les modifications listées en annexe au projet de Schéma de Cohérence Territoriale tel qu'il a été arrêté le 26 mai 2025.
- D'APPROUVER le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Pontivy tel que présenté en annexe.
- D'AUTORISER le Président à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre du document et à l'exécution de la présente délibération, conformément aux dispositions réglementaires;
- DE PRÉCISER que la délibération et le SCOT annexé seront publiés sur le portail national de l'Urbanisme et seront transmis aux Préfets du Morbihan et des Côtes d'Armor,
- DE PRÉCISER que la délibération sera affichée pendant un mois aux sièges du Syndicat Mixte, des EPCI et des mairies des communes concernées et que la mention de cet affichage sera insérée dans le Ouest-France et Le Télégramme,
- DE PRÉCISER que le SCOT approuvé sera tenu à disposition du public au siège du Syndicat Mixte du Pays de Pontivy et publié en version numérique sur le site internet du Syndicat mixte www.pays-pontivy.fr
- DE PRÉCISER le SCOT exécutoire sera transmis aux personnes publiques associées et autres personnes concernées, aux deux EPCI membres du Syndicat mixte et aux 36 communes du périmètre du SCOT du pays de Pontivy

**SYNDICAT MIXTE
DU PAYS
DE PONTIVY**

Fait à Pontivy,
Le 10 février 2026
Le Président,
Claude VIET